la QUINZAINE

1er février 1953 — bimensuel — 7 fr. 50

OSSIAN MATHIEU

LEOPOLD III condamne le P. S. C.

LA MUTUALITÉ VACHE A LAIT DES SOCIALISTES

LA VERITE SUR ORADOUR ?

Ein seltenes Dokument aus der Zeit des Oradour-Prozesses in Bordeaux 1953
(Deutsche Übersetzung und wenige Anmerkungen und Fotos weiter unten.)

LA VERITE SUR ORADOUR ?

Le 12 janvier commençait devant le tribunal militaire de Bordeaux le procès des soldats allemands accusés des massacres d'Oraduor-sur-Glane. Affreuse boucherie... Aussi affreuse que le massacre des officiers polonais à Katyn, le massacre des Kikuyus au Kenya, le massacre des 30.000 réfugiés de Dresde par les bombardiers américains... « Petites » boucheries au milieu de cette immense et répugnante boucherie qu'est la guerre...

Il ne nous appartient pas de juger si ce procès qui, au fond, pose une fois de plus le problème des francs-tireurs (ou partisans qui, selon le droit international, ne sont pas des soldats et peuvent être passés par les armes sans jugement) ; des dangers qu'ils faisaient courir aux populations civiles; de la légitimité des représailles (également admises par les conventions internationales) contre ces populations lorsqu'elles aidaient activement les franc-tireurs, cachaient des munitions, etc.

Ce que nous savons, c'est que des villages indochinois qui aidaient les éléments du Viet-Minh, ont subi le même sort qu'Oradour; qu'à Madagascar, voici quatre ou cinq ans, des milliers d'indigènes, hommes, femmes et enfants furent massacrés dans des conditions identiques... Tout cela est abominable, et sans doute inhérent à toute répression armée.

Dans ce procès, il y a toutefois des éléments gênants que de nombreux journaux français ont d'ailleurs soulignés.

D'abord, la campagne menée en faveur des Alsaciens incorporés à la division DAS REICH et qui auraient participé au massacre. On sait qu'en 1940-41 des milliers d'Alsaciens adhérèrent au parti national-socialiste; que beaucoup d'entre eux s'engagèrent volontairement dans les formations allemandes; que, lorsque fut instauré le service obligatoire dans les rangs de la Wehrmacht, il y eut peu de résistance, comme le prouve le petit nombre de ceux qui tentèrent de gagner la France non-occupée, bien que les filières existassent.

Au surplus, la Division S.S. DAS REICH n'accueillait dans ses rangs que des nazis fanatiques et triés sur le volet. Hitler et Himmler la considéraient comme le seul élément de la S.S. qui fût dévoué jusqu'à la mort, et c'était vrai. Quant au régiment DER FUHRER, c'était un honneur exceptionnel que d'y appartenir.

Dès lors, on ne voit pas pourquoi ces Alsaciens bénéficient de faveurs qu'on n'accorde pas à leurs camarades allemands. En effet, ces Alsaciens seront jugés selon le droit commun français (il appartiendra à l'accusation de faire la preuve de leur crime), tandis que les Allemands seront jugés en vertu d'une loi de 1948, absolument scandaleuse et unique dans son espèce, en vertu de laquelle ce sont les accusés qui doivent faire la preuve qu'ils n'ont pas commis de crimes!

Engagé sous de tels auspices, ce procès ne peut qu'apparaître suspect à tous les amis de la France qui, comme nous-mêmes, estiment que ce grand pays se doit de rendre une justice dépourvue de passion, et cela, quelle que soit l'énormité du crime, ou plutôt, à cause de son énormité.

Chacun connaît la thèse française. A titre documentaire, nous avons voulu mettre sous les yeux de nos lecteurs un point de vue allemand, point de vue exposé dans l'important journal catholique CHRIST UND WELT dont les rédacteurs furent des adversaires acharnés du national-socialisme. Il faut noter que cet article a été publié en 1949 et que certains correctifs s'imposent. Par exemple : sur les 250 vétérans de la division DAS REICH incarcérés par les Français, 20 seulement (dont 12 Alsaciens) comparaissent pour les massacres d'Oradour.

L'article de " Christ und Welt "

Il y a actuellement dans les prisons françaises un millier d'anciens militaires allemands, soldats, officiers et membres de la police. La composition de ce groupe est hétéroclite et n'est due qu'au hasard. Tous ces hommes n'ont en commun que le fait d'avoir, durant la guerre, appartenu à des unités qui eurent maille à partir avec les partisans français.

Dans un certain nombre de cas, les détenus font l'objet d'accusations concrètes et personnelles. Mais la loi n° 1.416 du 15 septembre 1948 autorise la justice militaire française à poursuivre n'importe quel membre d'une unité allemande pour des faits dont l'unité est rendue responsable, si ,, les crimes de guerre reprochés, commis par des membres de cette unité, même d'une façon isolée ou sur initiative personnelle, peuvent, par leur importance, leur poids ou leur répétition, ou le nombre des victimes, présenter les éléments d'une action concertée ''. **N'importe quel soldat allemand, ou n'importe quelle unité ayant stationné en France durant la guerre, peuvent donc être accusés de crimes de guerre. C'est le cas des 250 membres de la 2e SS Pantzerdivision ,, Das Reich '', rendus collectivement responsable de la destruction d'Oradour-sur-Glane, et de la mort de la plus grande partie de sa population.**

LA THESE FRANÇAISE

La France a remis au tribunal de Nüremberg afin d'étayer l'accusation contre Keitel, un rapport que le général Bridoux avait, en 1944, envoyé au nom du gouvernement français de Vichy à l'Oberbefehlshaber West. Dans ce rapport il est dit : ,, Le 10 juin 1944, une unité de SS appartenant vraisemblablement à la division ,, Das Reich '' cantonnée dans les environs, fit irruption dans la localité d'Oradour-sur-Glane et donna l'ordre à la population de se rassembler sur la grand'place. Là, on annonça que des explosifs devaient être cachés dans la localité, et

les SS passèrent à la fouille des habitations et au contrôle des indentités. Les hommes furent ensuite divisés en quatre ou cinq groupes et enfermés. Les femmes et les enfants furent amenés dans l'église et enfermés à leur tour. Il était à peu près deux heures de l'après-midi. Quelques instants plus tard, des mitrailleuses crépitèrent et le village fut incendié. Le feu fut mis successivement à toutes les maisons. Pendant ce temps, les femmes et les enfants vécurent dans la peur, entendant crépiter le feu et les mitrailleuses.

A 17 heures, des soldats firent irruption dans l'église et déposèrent sur le banc de communion un appareil ashpyxiant qui consistait en une sorte de caisse dont pendaient des cordons „ bickford " enflammés. Au bout de quelques minutes, l'air devint irrespirable ; quelques femmes parvinrent cependant à forcer la porte de la sacristie et y ranimer les femmes et les enfants qui s'étaient évanouis. Les soldats se mirent à tirer par les fenêtres de l'église ; puis ils firent à nouveau irruption dans celle-ci et commencèrent à abattre les survivants à coups de mitraillette. Ils répandirent ensuite sur le sol une matière inflammable.

Une seule femme parvint à échapper. Elle avait grimpé sur l'une des fenêtres de l'église pour essayer de s'enfuir quand le cri d'une mère qui voulait lui passer son enfant attira l'attention d'un soldat. Celui-ci tira et blessa grièvement la femme qui fit la morte. Cette femme fut ensuite recueillie et soignée dans un hôpital de Limoges... Vers 18 heures, les soldats qui gardaient la gare du chemin de fer vicinal desservant la localité, laissèrent descendre les voyageurs se rendant à Oradour, les massacrèrent à coups de mitraillette, puis jetèrent les cadavres dans les brasiers. "

Le rapport estime à 800 ou 1.000 le nombre des victimes : „ Parmi les personnes présentes dans le village en ce jour du 10 juin, il ne semble pas qu'il y ait plus de 10 survivants." **Sont témoins de l'accusation une femme et dix hommes.**

QUE SE PASSA-T-IL A ORADOUR ?

Du côté allemand, les événements furent reconstitués de la façon suivante :

Au début de l'invasion, la 2e SS Panzerdivision „ Das Reich " cantonnée depuis Pâques 1944 dans la région Toulouse - Montauban - Moissac reçut l'ordre de se mettre immédiatement en marche et de gagner sans délai le front du débarquement.

Le 8 juin, dans la nuit et au matin du 9 juin, le groupe de marche du SS Panzergrenadierregiment „ Der Führer " atteignit Limoges, étape qui lui avait été désignée. Dans la ville régnait l'inquiétude. Les services allemands s'attendaient à une attaque massive du maquis qui, disait-on, tenait toute la région de Limoges. Le 9 juin, vers midi, le régiment reçut de la division l'ordre d'envoyer un bataillon à Guéret pour libérer la garnison encerclée dans cette localité. Le 3e bataillon fut désigné pour cette mission, mais peu avant d'atteindre Guéret, la nouvelle lui parvint que la garnison allemande avait déjà été libérée par l'arrivée de troupes de l'armée soutenues par l'aviation.

Le bataillon reçut donc par radio l'ordre de revenir à Limoges. C'est durant cette marche de retour que le chef du 3e bataillon, le Sturmbahnführer Kämpfe, homme hautement estimé et aimé de la division tout entière, qui roulait dans une PKW, fut attaqué et enlevé par des maquisards. Ce même jour, un officier d'une unité de l'artillerie blindée de campagne rapportait à l'état-major de son régiment, à Limoges, qu'il avait été attaqué la veille alors qu'il commandait une patrouille et avait été, avec ses trois compagnons, emmené à Oradour-sur-Glane. Là, sans autre forme de procès, il avait été condamné à mort par le chef du maquis local. Pendant que l'on fusillait ses compagnons, il était parvenu à s'enfuir. Les autorités allemandes de Limoges avaient par ailleurs appris qu'à Oradour se trouvait un centre du maquis.

Le chef du régiment „Der Führer" essaya d'apprendre ce qu'il était advenu de Kämpfe. Les recherches

n'ayant pas abouti, il donna l'ordre de prendre contact avec le maquis. En échange de la libération de Kämpfe, il offrit la liberté de trente maquisards faits prisonniers et une prime de 40 000 francs. L'intermédiaire était un chef de maquis que le chef du régiment ,, Der Führer '' libéra en échange de sa parole d'honneur de revenir donner une réponse, quelle qu'elle soit. L'homme ne revint pas et la proposition allemande resta sans réponse.

Là-dessus, le Sturmbahnführer D., commandant le 1er bataillon, apprit au chef du régiment que s'il fallait en croire des civils de St-Junien, un ,, haut gradé '' allemand devait être exécuté le jour même à Oradour par des maquisards. Si le renseignement était exact, il ne pouvait s'agir que de Kämpfe. Le chef du régiment donna alors ordre au Sturmbahnführer de se rendre à Oradour et d'essayer de négocier la liberté de Kämpfe. En cas d'échec des négociations, d'occuper le village et de libérer Kämpfe par les armes. Ce faisant, verser le moins de sang possible, et prendre le plus grand nombre de prisonniers pour pouvoir, le cas échéant, en offrir l'échange.

LE RESPONSABLE

Au soir du 10 juin, le Sturmbahnführer D. rapporta personnellement au chef du régiment qu'il s'était rendu avec une compagnie à Oradour-sur-Glane, qu'il y essuya une fusillade et fut obligé de livrer combat. Le village pris et fouillé, nulle trace de Kämpfe n'avait été découverte; par contre, furent trouvés plusieurs cadavres de soldats allemands exécutés par les maquisards.

La population du village avait pris part au combat et les maisons recélaient des armes et des munitions; c'est pourquoi D. avait donné l'ordre de fusiller les 183 prisonniers faits au cours de l'engagement et d'incendier les maisons dans lesquelles des armes avaient été trouvées. Pendant l'incendie, l'église — où étaient sans doute cachées des munitions — avait sauté et brûlé au milieu de déflagrations violentes.

Apprenant ces détails, le commandant du régiment fit à D. de sévères reproches, l'accusant d'avoir passé outre à ses ordres, et lui déclara qu'il demanderait au commandant de la division de faire instruire l'affaire par la justice militaire.

Mis au courant des faits, le commandant de la division donna effectivement l'ordre de procéder à une enquête. Cette action judiciaire ne put malheureusement aboutir, car quelques jours plus tard, D. tombait sur le front de Normandie et la compagnie du 1er bataillon qui avait participé à l'affaire d'Oradour perdait plus de 80 p.c. de ses effectifs.

Il est probable qu'à Oradour-sur-Glane, un crime de guerre a été commis. La division avait en tout cas jugé nécessaire d'ouvrir une instruction judiciaire sur les actes de D.

Il n'en reste pas moins que certains points doivent être pris en considération.

1) L'action contre Oradour a été précédée d'une offre de négociation de la part du commandant du régiment ,, Der Führer ''. La compagnie responsable des faits qui se sont passés à Oradour, a été attaquée par des maquisards à proximité d'Oradour et à Oradour même. L'acharnement de cette sorte de combats est bien connue.

2) De grosses quantités de munitions et d'explosifs doivent avoir été entreposées dans certaines maisons, ce qui eut pour conséquence la propagation rapide et brutale de l'incendie à travers tout le village. Il est à peu près certain que, dans l'église d'Oradour, étaient également entreposés des explosifs. Le fait s'est en tout cas produit dans d'autres régions, cela est indéniable.

3) Le chef de bataillon D. a agi incontestablement contre les ordres de son commandant.

4) A part D. et les membres de la compagnie sous ses ordres, aucun autre membre de la division ne peut ni ne devrait être poursuivi pour les faits qui se sont produits à Oradour. On ne peut, ni légalement, ni moralement, imputer à toute la division, à la ,, Waffen SS '', à la ,, Wehrmacht '' et au peuple allemand des actes dont seul le cas échéant D. aurait à répondre.

ARRESTATIONS

Or, dans le courant de l'année 1946-47, et d'une façon sporadique, en 1948-49 les autorités françaises d'occupation en Allemagne procédèrent à l'arrestation de tous les anciens membres de la Wehrmacht qui, dans leurs papiers, portaient l'indication ,, Das Reich ''. Les Américains, de leur côté, livrèrent tous ceux qu'ils purent découvrir dans leurs camps ou leur zone.

Ainsi furent rassemblés 250 hommes ayant appartenu à la Division ,, Das Reich '', c'est-à-dire 1,3 p.c. des effectifs de la division en 1944 (19.000 hommes). Ces hommes furent internés au camp de Lahr et de Freiburg, pour être ensuite transférés dans les prisons de la région de Bordeaux - Toulouse.

Sur ces 250 hommes, 5 seulement appartiennent à une compagnie du 1er bataillon du régiment ,, Der Führer ''. L'accusation française n'impute pas à la division ,, Das Reich '' la seule affaire d'Oradour, mais également, en application de la loi du 15 septembre 1948, tous les ,, crimes de guerre '' qui auraient été commis dans le courant du mois d'avril dans la région de Limoges - Figeac - Toulouse - Bordeaux.

Il s'agirait de quelques 350 cas, dont 250 au moins ne peuvent matériellement être imputés à un membre quelconque de la division ,, Das Reich ''. Ceci fut au demeurant constaté et admis par la Sûreté française lors des interrogatoires menés à Lahr et à Freiburg.

A part les juges français, personne n'a eu, ni pu prendre connaissance des faits reprochés à la division ,, Das Reich ''. Ces faits n'ont été ni constatés ni contrôlés par une commission internationale quelconque. A supposer même que les faits rapportés par les maquisards ou la population francaise soient vrais (certains détails et témoignages publiés sont pour le moins inexacts), il serait injuste d'en faire porter la responsabilité par la division ,, Das Reich '' uniquement.

Il y avait dans la région des unités de la Feldgendarmerie, du S.D., des unités d'Indiens, de Caucasiens, de Cosaques. S'il faut, d'autre part, s'en reporter aux expériences passées, en ce qui concerne les déclarations et les témoignages de la population et des résistants français, il est fort vrai. vraisemblable que les accusations portées contre l'armée allemande stationnée dans cette région sont en bonne partie injustifiées.

L'INSTRUCTION

Un seul juge d'instruction fut chargé d'éplucher les 350 ,, crimes de guerre '' imputés à ces 250 membres de la division ,, Das Reich '', et au 1er mai 1949 l'instructeur unique n'avait pas encore clôturé une seule affaire.

Les autorités françaises n'avaient pourtant pas à se mettre en frais pour démontrer quoi que ce soit puisque l'article 1er de la loi du 15 septembre 1948 stipule que c'est à l'accusé d'apporter la preuve de sa non-participation aux crimes de guerre.

Il est évidemment fort difficile aux membres de la division ,, Das Reich '' de démontrer qu'ils n'ont pu prendre part à telle ou telle action. Ils ne peuvent invoquer que le témoignage de tels ou tels autres membres de la division, eux-mêmes sous le coup d'accusations identiques.

Le juge d'instruction a d'ailleurs prévenu les défenseurs des accusés que les témoignages à décharge ne seraient que ,, très rapidement '' entendus ; que les ,, témoins '' sont eux-mêmes des accusés et que leurs témoignages ne revêtiraient, de toute façon, que peu de valeur.

Ne connaissant de l'affaire d'Oradour que ce que l'on a bien voulu lui faire connaitre, l'opinion française exige bruyamment la tête des assassins. Mais la justice française n'a pas d'assassin sous la main, elle a les 250 survivants d'une division de 19.000 hommes...

Nous ne voulons en aucun cas défendre un crime. Mais il faut admettre que si l'on veut, en Europe, en revenir à des conditions de vie normale, il est indispensable d'en finir au plus vite avec la ,, responsabilité collective ''. Les dispositions de la loi du 15 septembre 1948 — responsabilité collective et preuve d'innocence — ne diffèrent en rien, dans la pratique, de

celles qui président, dans les Etats totalitaires, aux arrestations et aux internements dans des camps de concentration.

L'arrêt des poursuites contre des criminels de guerre allemands ne dépend pas, en France, d'un quelconque point de vue objectif mais, en application de la loi du 15 septembre 1948, de la bonne ou mauvaise volonté des autorités chargées de l'instruction et de l'accusation. C'est pourquoi les 250 hommes de la Division „ Das Reich " servent de sédatif à l'opinion publique française.

LEGALITE ?

En France même, une vive discussion s'est ouverte sur la promulgation et l'application de la loi du 15 septembre 1948. Les juges militaires eux-mêmes l'interprètent et l'appliquent différemment.

Dans l'affaire de Tulle, le Tribunal militaire de Bordeaux a acquitté neuf des accusés parce que la preuve n'avait pu être faite de leur participation individuelle au crime de guerre.

Par contre, dans l'affaire d'Ascq, sept membres de la SS Division „ Hitlerjugend " furent condamnés à Metz, bien que l'accusation n'ait pu démontrer (le commissaire du gouvernement Geouffre de la Pradelle l'a ouvertement admis dans le cours du procès) que les accusés avaient participé aux faits qui leur étaient reprochés à titre collectif.

Un des plus éminents spécialistes français en matière de Droit pénal, Donnedieu de Vabres, professeur à la Sorbonne et membre du Tribunal lors du premier procès de Nuremberg, a commenté le procès d'Ascq et a déclaré d'une façon catégorique que la loi en vertu de laquelle les accusés avaient été condamnés était en contradiction totale avec toutes les traditions juridiques françaises.

„ Nous sommes obligés ", dit Donnedieu de Vabres, „ de tirer des conclusions qui n'ajoutent rien à l'honneur français, à savoir que la loi du 15 septembre 1948 n'est pas une loi qui exprime le bon droit. Cette loi constitue la légalisation d'une sorte de génocide. " Le journal protestant „ LA REFORME ", du 13-8-49, qualifie cette loi „ d'anormale et scandaleuse ", ne le cédant en rien „ à l'esprit et à la loi nazie ". Dans ce même journal, en date du 1er octobre 1949, on trouve un article du juriste français Jacques Ellul, de l'Université de Bordeaux, qui à propos du procès contre les membres de la division „ Das Reich ", dit ceci : „ Ce qui fait particulièrement mal dans le cas présent, c'est de voir des juges militaires agir en esclaves de leurs passions et de leur peur. "

Mais quel profit la France peut-elle tirer d'une pareille falsification de la justice ? Que croit-elle en tirer pour le bien de la politique ou de l'opinion publique ? Croit-elle servir sa force en plantant sur les tombes des victimes d'une guerre de partisans assez peu reluisante le drapeau de la haine? Ce n'est pas sur le culte de la „ vengeance à tout prix " que l'Europe pourra être rebâtie. L'Europe ne peut revivre que si les peuples se pardonnent les injustices passées, s'ils enterrent leurs haines et se tendent enfin la main pour passer à un travail constructif.

LES BONNES AFFAIRES

Que gagne l'honorable fils du peuple Paul-Henri Spaak :

1. A titre de député ?
2. A titre de « journaliste » ?
3. Pour ses occupations à Strasbourg ?
4. Pour son dur labeur au Pool Charbon - Acier ?
5. En tant qu'ancien fonctionnaire de l'O.N.U. ?
6. Comme bourgmestre de St-Gilles ?
7. Pour ses fonctions dans les organismes du P.S.B. ?
8. Etc., etc., etc.

Devinez...



* * *

(Folgend die deutsche Übersetzung: EL)

Die Wahrheit über Oradour ?

Am 12. Januar begann vor dem Militärtribunal in Bordeaux der Prozeß gegen die der Massaker von Oradour-sur-Glane angeklagten Soldaten. Erschreckende Schlächtereien... So entsetzlich wie das Massaker an den polnischen Offizieren in Katyn, das Massaker der Kikujus in Kenia, das Massaker an den 30.000 Flüchtlingen in Dresden durch die amerikanischen Bomber... „Kleine" Schlächtereien inmitten der der großen und ekelhaften Schlächterei, die der Krieg darstellt.

Es steht uns nicht zu zu beurteilen, ob dieser Prozeß, der im Grunde ein weiteres Mal das Problem der Franc-Tireurs aufwirft (oder Partisanen, die gemäß internationalem Gesetz keine Soldaten sind und ohne Urteil erschossen werden dürfen); der Gefahren, die sie für die Zivilbevölkerung darstellten; der Rechtfertigung von Repressalien gegen diese Bevölkerung (gleichfalls von den internationenlen Konventionen gestattet) wenn sie aktiv den Franc-Tireurs halfen, Munition versteckten usw.

Was wir wissen ist, daß Dörfer in Indochina, die den Elementen der Viet-Minh halfen, dasselbe Schicksal erlitten wie Oradour; daß in Madagaskar vor vier oder fünf Jahren Tausende von Eingeborenen, Männer, Frauen und Kinder unter den gleichen Umständen massakriert wurden... All dies ist abscheulich und zweifellos jeder bewaffneten Unterdrückung inhärent.

Indessen gibt es in diesem Prozeß peinliche Elemente, die übrigens zahlreiche französische Zeitungen unterstrichen haben.

Zunächst die zugunsten der in die Division DAS REICH eingezogenen elsässischen Angeklagten geführte Kampagne, die am Massaker teilgenommen hätten. Es ist bekannt, daß 1940-41 Tausende von Elsässern der national-sozialistischen Partei angehörten; daß viele unter diesen freiwillig den deutschen Einheiten beitraten; daß es, als die Wehrpflicht in den Rängen der Wehrmacht eingeführt wurde, wenig Widerstand gab, wie die geringe Zahl derer zeigt, die versuchten, die unbesetzte Zone zu erreichen, obwohl die Sektoren existierten.

Zusätzlich versammelte die Division DAS REICH in ihren Rängen nur fanatische, hand verlesene Nationalsozialisten. Hitler und Himmler betrachteten sie als das einzige Element, das hingebungsvoll bis zum Tode war, und das traf zu. Was das Regiment DER FÜHRER anbelangt, war es eine außerordentliche Ehre dazuzugehören.

Seit damals ist nicht zu sehen, warum diese Elsässer von Vorteilen profitieren sollten, die man ihren deutschen Kameraden nicht zugesteht.

In der Tat werden diese Elsässer gemäß allgemeinem französischen Recht verurteilt (es wird der Anklage obliegen, den Beweis für ihre Verbrechen zu erbringen), während die Deutschen nach einem Gesetz von 1948 verurteilt werden, vollkommen skandalös und einzig in seiner Art, gemäß dem es die Angeklagten sind, welche den Beweis erbringen müssen, daß sie keine Verbrechen begangen haben!

Unter solchen Vorausssetzungen kann dieser Prozeß allen Freunden Frankreichs nur suspekt erscheinen, die, wie wir selbst, es schätzen, daß dieses große Land sich einer Gerechtigkeit ohne Leidenschaft ergeben muß, und dies, wie ungeheuerlich auch immer das Verbrechen sei, oder vielmehr gerade wegen seiner Ungeheuerlichkeit.

Jeder kennt die französische These. Zum Zweck der Dokumentation möchten wir den Augen unserer Leser eine deutsche Perspektive unterbreiten, eine Perspektive, vorgestellt in der bedeutenden katholischen Zeitung CHRIST UND WELT, deren Redakteure unerbittliche Gegner des Nationalsozialismus waren. Zu beachten ist, daß dieser Artikel im Jahre 1949 erschienen ist und einiger Korrekturen bedarf. Zum Beispiel: von den 250 von den Franzosen eingekerkerten Ehemaligen der Division DAS REICH kommen nur 20 (davon 14 Elsässer) in Betracht.

Kurze Zwischenbemerkung:

Es ist bemerkenswert, daß der Verfasser dieser Einführung damals, 1953, auf die diversen Massaker der Franzosen in Indochina und Madagaskar aufmerksam machte und diese als beinahe zwangsläufige Folgeerscheinung kriegerischer Auseinandersetzungen betrachtete. (Solche Vorgänge würden dann noch in Algerien folgen, kann hinzugefügt werden.) Auch Katyn und Dresden werden genannt - letzteres irrtümlicherweeise allein den Amerikanern angelastet.

Wer würde heute, wenn er das *Centre de la Mémoire* in Oradour durchstreift, solche Informationen vorfinden? Wer - wenn er Franzose wäre - würde überhaupt auf die Idee kommen, etwas Derartiges erwarten zu dürfen? Dort wird - ob sachlich gerechtfertigt oder nicht soll hier nicht zur Debatte stehen - Oradour mit Lidice und anderen deutschen Massakern in einen Zusammenhang gebracht. Und es bedarf wohl keines Zweifel, daß sich dort auch Katyn finden würde, wenn die Aufklärung dieser Schandtat nicht schon relativ früh problematisiert worden wäre und sich schließlich unabweislich als Verbrechen der Sowjets herausgestellt hätte.

Der Artikel aus „CHRIST UND WELT"

Zur Zeit gibt es in französischen Gefängnisses eintausend ehemalige deutsche Mlitärangehörige, Soldaten, Offiziere und Mitglieder der Polizei. Die Zusammensetzung dieser Gruppe ist heterogen und verdankt sich allein dem Zufall. Alle diese Männer haben nur die Tatsache gemein, daß sie während des Krieges Einheiten angehörten, die Ärger mit den französischen Partisanen hatten.

In einer gewissen Anzahl von Fällen sind die Inhaftierten Gegenstand konkreter persönlicher Vorwürfe. Doch das Gesetz No.1.416 vom 5. September 1948 erlaubt der französischen Justiz, egal welchen Angehörigen einer deutschen Einheit wegen Taten zu verfolgen, für die die Einheit verantwortlich gemacht wird, wenn *„...die vorzuwerfenden Kriegsverbrechen, die von Angehörigen jener Einheit begangen wurden, selbst isoliert oder aus Eigeninitiative, können aufgrund ihrer Bedeutung, ihres Gewichts, ihrer Wiederholung oder der Zahl der Opfer Elemente einer verdeck-*

ten Aktion darstellen." Jeder deutsche Soldat oder jede Einheit, die während des Krieges in Frankreich stationiert war, kann daher wegen Kriegsverbrechen angeklagt werden. Dies ist der Fall bei den 250 Mitgliedern der Division „Das Reich", die kollektiv für die Zerstörung von Oradour und den Tod der Mehrheit seiner Bevölkerung verantwortlich gemacht werden.

Die französische These

Zur Untermauerung der Anklage gegen Keitel legte Frankreich dem Nürnberger Gericht einen Bericht vor, den General Bridoux 1944 im Auftrag der Vichy-Regierung an den Oberbefehlshaber West geschickt hatte. In dem Bericht heißt es: *„Am 10. Juni 1944 drang eine SS-Einheit, vermutlich der in der Umgebung stationierten Division „Das Reich", in die Ortschaft Oradour-sur-Glane ein und befahl der Bevölkerung, sich auf dem Hauptplatz zu versammeln. Dort wurde bekanntgegeben, daß in der Ortschaft Sprengstoff versteckt sein solle, woraufhin die SS Häuser durchsuchte und Personenkontrollen vornahm. Die Männer wurden dann in vier oder fünf Gruppen aufgeteilt und eingesperrt. Die Frauen und Kinder wurden in die Kirche gebracht und ihrerseits eingesperrt. Es war etwa 14 Uhr. Wenige Augenblicke später krachten Maschinengewehre, und das Dorf wurde in Brand gesteckt. Nacheinander wurden alle Häuser angezündet. Während dieser Zeit lebten die Frauen und Kinder in Angst und Schrecken, da sie das Krachen des Feuers und der Maschinengewehre hörten.*

Um 17 Uhr drangen die Soldaten in die Kirche ein und stellten auf der Kommunionsbank ein Erstickungsgerät auf, eine Art Kiste, an der brennende Bickford-Schnüre hingen. Nach wenigen Minuten war die Luft kaum noch atembar. Einigen Frauen gelang es jedoch, die Tür der Sakristei aufzubrechen und die ohnmächtigen Frauen und Kinder wiederzubeleben. Die Soldaten begannen, durch die Kirchenfenster zu schießen, drangen dann erneut in die Kirche ein und begannen, mit Maschinenpistolen auf die Überlebenden zu feuern. Anschließend verteilten sie eine brennbare Substanz auf den Boden.

Nur einer Frau gelang die Flucht. Sie war zu einem der Kirchenfenster geklettert, um zu fliehen, als der Schrei einer Mutter, die ihr ihr Kind reichen wollte, die Aufmerksamkeit eines Soldaten erregte. Dieser schoß auf die Frau und verletzte sie schwer, die sich [dann] tot stellte.. Die Frau wurde anschließend in ein Krankenhaus in Limoges eingeliefert und behandelt. Gegen 18 Uhr ließen die Soldaten, die die örtliche Station der regelmäßig verkehrenden Eisenbahn bewachten, die nach Oradour fahrenden Passagiere aussteigen, massakrierten sie mit Maschinenpistolen und warfen die Leichen ins Feuer."

Der Bericht schätzt die Zahl der Opfer auf 800 bis 1.000: *„Unter den Personen, die sich am 10. Juni im Dorf aufhielten, scheint es nicht mehr als zehn Überlebende gegeben zu haben."* Eine Frau und zehn Männer sind Zeugen der Anklage.

Was spielte sich in Oradour ab?

Von deutscher Seite wurden die Ereignisse in folgender Weise rekonstruiert:

Bei Beginn der Invasion erhielt die 2. SS-Panzerdivision „Das Reich", *die* seit Ostern 1944 in der Region von Toulouse - Montauban - Moissac lag, den Berfehl, sich sofort in Marsch zu setzen und ohne Aufenthalt die Landungsfront zu erreichen.

In der Nacht des 8. und am Morgen des 9. Juni erreichte die Marschgruppe des SS-Panzergrenadier-Regiments „Der Führer" Limoges, die ihm vorgegebene Etappe. In der Stadt herrschte Unruhe. Die deutschen Stellen rechneten mit einem schweren Angriff des Maquis, der, wie man sagte, die gesamte Region von Limoges beherrschte. Gegen Mittag des 9. Juni erhielt das Regiment von der Division den Befehl, ein Bataillon nach Guéret zu entsenden, um die eingeschlossene Garnison jener Ortschaft zu befreien. Für diesen Einsatz wurde das 3. Bataillon ausgewählt, doch kurz bevor Guéret erreicht wurde, erhielt es die Meldung, daß die deutsche Garnison bereits durch die Ankunft der Armee mit Luftunterstüzung befreit worden war.

Über Funk erhielt das Bataillon dann den Befehl, nach Limoges zurückzukehren. Auf diesem Rückmarsch wurde der Kommandeur des 3. Bataillons, Sturmbannführer Kämpfe, ein von der gesamten Division geschätzter und beliebter Mann, der in einem PKW fuhr, von Maquisards angegriffen und entführt. Am selben Tage meldete in Limoges ein Offizier einer Einheit der gepanzerten Feldartillerie, er sei am Vortag bei der Führung einer Patrouille angegriffen und mit seinen drei Kameraden nach Oradour-sur-Glane gebracht worden. Dort sei er ohne weitere Form eines Prozesses vom örtlichen Chef des Maquis zum Tode verurteilt worden. Während man seine Kameraden erschoß, war es ihm gelungen zu entfliehen. Die deutschen Stellen in Limoges hatten zudem erfahren, daß sich in Oradour ein Zentrum des Maquis befinde.

Der Chef des Regiments „Der Führer" versuchte herauszufinden, was aus Kämpfe geworden sei. Da die Nachforschungen erfolglos blieben, gab er den Befehl, Kontakt mit der Maquis aufzunehmen. Im Austausch für Kämpfes Freilassung bot er die Freilassung von 30 gefangenen Maquisards und eine Prämie von 40.000 Francs an. Der Vermittler war ein Anführer des Maquis, den der Chef des Regiments „Der Führer" auf sein Ehrenwort, zurückzukehren und eine Antwort zu geben, wie auch immer diese ausfallen mochte, freiließ. Der Mann kehrte nicht zurück, und der deutsche Vorschlag blieb unbeantwortet.

Daraufhin teilte Sturmbannführer D., Kommandeur des 1. Bataillons, dem Regimentskommandeur mit, daß, wenn man den Angaben von Zivilisten aus Saint-Junien Glauben schenken dürfe, noch am selben Tag in Oradour ein hochrangiger Offizier von Maquisards hingerichtet werden solle. Falls die Information stimme, könne es sich nur um Kämpfe handeln. Der Regimentskommandeur befahl daraufhin dem Sturmbannführer nach Oradour zu gehen und über Kämpfes Freilassung zu verhandeln. Sollten die Verhandlungen scheitern, sei das Dorf zu besetzen und Kämpfe mit Waffengewalt zu befreien. Dabei sei möglichst wenig Blut zu vergießen und möglichst viele Gefangene zu machen, um diese gegebenenfalls zum Austausch anbieten zu können.

Der Verantwortliche

Am Abend des 10. Juni meldete Sturmbannführer D. persönlich dem Chef des Regiments, er habe sich mit einer Kompanie nach Oradour-sur-Glane begeben, sei dort in ein Feuergefecht verwickelt worden und zum Kampf gezwungen gewesen. Nach Einnahme und Durchsuchung des Dorfes seien keine Spuren von Kämpfe gefunden worden; andererseits habe er mehrere Leichen deutscher Soldaten entdeckt, die von Maquisards hingerichtet worden waren.

Die Bevölkerung habe sich am Kampf beteiligt, und in den Häusern seien Waffen und Munition versteckt gewesen. Daher habe D. den Erschießungsbefehl für die bei den Auseinandersetzungen gemachten 183 Gefangenen erteilt und die Häuser in Brand setzen lassen, in denen Waffen gefunden worden waren. Während des Brandes sei die Kirche - in der zweifellos Munition versteckt gewesen sei - in die Luft geflogen und unter heftigen Detonationen abgebrannt.

Als er diese Einzelheiten erfuhr macht der Chef des Regiments D. heftige Vorwürfe, beschuldigte ihn, seine Befehle überschritten zu haben und erklärte ihm, er werde beim Divisionskommandeur beantragen, die Angelegenheit durch das Kriegsgericht untersuchen zu lassen.

Als der Divisionskommandeur von den Tatsachen erfuhr, gab er in der Tat den Befehl, eine Untersuchung anzustellen. Dieser juristische Schritt konnte unglücklicherweise nicht zuendegeführt werden, weil D. einige Tage später an der Normandiefront fiel, und die Kompanie des 1. Bataillons, die an der Affäre von Oradour teilgenommen hatte, 80% ihres Bestandes einbüßte.

Es ist wahrscheinlich, daß in Oradour-sur-Glane ein Kriegsverbrechen begangen wurde. Die Division hatte es jedenfalls für nötig befunden, eine juristische Untersuchung der Handlungen von D. einzuleiten.

Dennoch gibt es einige Punkte, die beachtet werden müssen.

1) Dem Einsatz gegen Oradour ging ein Verhandlungsangebot des Kommandeurs des Regiments „Der Führer“ voraus. Die für die Taten in Oradour verantwortliche Kompanie ist von Maquisards in der Nähe von Oradour und in Oradour selbst angegriffen worden. Die Unerbittlichkeit solcher Kämpfe ist gut bekannt.

2) Große Mengen an Munition und Sprengstoff sollen in bestimmten Häusern gelagert gewesen sein, was die schnelle und heftige Ausbreitung des Brandes über das gesamte Dorf hin zur Folge hatte. Es ist fast sicher, daß in der Kirche von Oradour ebenfalls Sprengstoff gelagert war. Diese Tatsache ist jedenfalls auch in anderen Regionen vorgekommen, was sich nicht leugnen läßt.

3) Der Bataillonschef D. hat unbestritten gegen die Befehle seines Kommandeurs verstoßen.

4) Außer D. und den Mitgliedern der Kompanie unter seinem Befehl kann und sollte kein anderes Mitglied der Division für Taten verfolgt werden, die in Oradour begangen wurden. Man kann weder gesetzlich noch morallisch der gesamten Division, der „Waffen-SS”, der „Wehrmacht” und dem deutschen Volk Taten vorwerfen, für die im vorliegenden Fall allein D. verantwortlich wäre.

Verhaftungen

Doch schritten die französischen Besatzungsbehörden in Deutschland in den Jahren 1946-47, und und in sporadischer Weise 1948-49, zur Verhaftung aller ehemaligen Miglieder der Wehrmacht,[*)] die in ihren Papieren die Bezeichnung „Das Reich” aufwiesen. Die Amerikaner ihrerseits lieferten alle jene aus, die sie in ihren Lagern oder ihrer Zone entdecken konnten.

Auf diese Weise wurden 250 Männer, die der Division „Das Reich” angehört hatten, das heißt 1,3% des Bestandes der Division im Jahre 1944 (19.000 Mann) versammelt. Diese Männer wurden in den Lagern von Lahr und Freiburg interniert, um danach in die Gefängnisse der Region von Bordeaux - Toulouse überführt zu werden.

Von diesen 250 Männern gehörten nur 5 einer Kompanie des 1. Bataillons des Regiments „Der Führer“ an. Die französischen Beschuldigungen der Division „Das Reich” betrafen nicht allein die Angelegenheit von Oradour, sondern ebenfalls, in Anwendung des Gesetzes vom 15. Serptember 1948, sämtliche „Kriegsverbrechen”, die im Laufe des Monats April in der Region Limoges - Figeac - Toulouse - Bordeaux begangen worden seien.

Es handelte sich um etwa 350 Fälle, wovon wenigstens 250 faktisch nicht irgendeinem Mitglied der Division „Das Reich” vorgeworfen werden können. Dies wurde außerdem von der französischen Sûreté anläßlich der in Lahr und Freiburg durchgeführten Verhöre zur Kenntnis genommen und zugegeben.

Außer den französischen Richtern war niemand in der Lage, die den Divisionen „Das Reich” vorgeworfenen Tatbestände zur Kenntnis zu nehmen. Diese Tatbestände sind von einer internationalen Kommission weder festgestellt noch bestätigt worden. Selbst wenn man annähme, die von Maquisards oder der Bevölkerung berichteten Tatbestände seien wahr (gewisse Einzelheiten und veröffentlichte Zeugenaussagen sind mindestens ungenau), wäre es ungerecht, allein die Division „Das Reich” dafür verantwortlich zu machen.

In der Region gab es Einheiten der Feldgendarmerie, des SD, indische Einheiten, Kaukasier, Kosaken. Wollte man sich andererseits auf vergangene Erfahrungen, was die Erklärungen und Zeugenaussagen der Bevölkerung und französischer Widerstandskämpfer angeht, beziehen, ist es sehr wahrscheinlich, daß die gegen die in dieser Gegend stationierte deutsche Armee vorgebrachten Anschuldigungen zu einem guten Teil ungerechtfertigt sind.

Die Untersuchung

Ein einziger Untersuchungsrichter war damit beauftragt, die 350 „Kriegsverbrechen” unter die Lupe zu nehmen, die diesen 250 Mitgliedern der Division „Das Reich” vorgeworfen wurden, und am 1. Mai 1949 hatte dieser einzige Untersuchungsrichter noch keinen einzigen Fall abgeschlossen.

***) So die Bezeichnung im französischen Text. Gemeint ist aber die Waffen-SS-Division, wie der folgende Absatz dann deutlich macht.**

Indessen mußten sich die französischen Behörden keine Mühe geben, irgendetwas zu beweisen, weil der Artikel 1 des Gesetzes vom 15. September 1948 festlegt, daß der Angeklagte den Nachweis seiner Nicht-Teilnahme an Kriegsverbrechen beizubringen habe.

Es ist offensichtlich sehr schwer für Mitglieder der Division „Das Reich" nachzuweisen, daß sie nicht an diesem oder jenem Einsatz teilgenommen haben können. Sie können allein die Zeugenschaft dieser oder jener anderen Mitglieder der Division anrufen, die selbst unter denselben Anschuldigungen stehen.

Der Untersuchungsrichter übrigens warnte die Verteidiger der Angeklagten, daß entlastende Aussagen nur „sehr schnell" angehört würden, daß die „Zeugen" selbst Angeklagte seien und daß ihre Aussagen ohnehin wenig Wert hätten.

Da die französische Öffentlichkeit von der Affäre nur das weiß, was man ihr mitteilen wollte, fordert sie lautstark die Köpfe der Mörder. Doch die französische Justiz hat keine Mörder zur Hand; sie hat allein die 250 Überlebenden einer 19.000 Mann starken Division.

Wir wollen in keiner Weise ein Verbrechen verteidigen. Doch muß man zugeben, daß, wenn man in Europa wieder zu normalen Lebensbedingungen zurückkehren will, es unerläßlich ist, schnellstens mit der „kollektiven Verantwortung" aufzuhören. Die Bestimmungen des Gesetzes vom 15. September 1948 - kollektive Verantwortung und Nachweis der Unschuld - unterscheiden sich in der Praxis nicht von denen, die in totalitären Staaten Verhaftungen und Internierungen in Konzentrationslagern regeln.

Die Entscheidung über die Strafverfolgung deutscher Kriegsverbrecher in Frankreich hängt nicht von objektiven Gesichtspunkten ab, sondern gemäß dem Gesetz vom 15. September 1948 vom guten oder bösen Willen der für die Ermittlungen und die Strafverfolgung zuständigen Behörden. Deshalb dienen die 250 Mann der Division als Beruhigungsmittel für die französische Öffentlichkeit.

Rechtmäßigkeit?

In Frankreich selbst ist eine lebhafte Diskussion über den Beschluß und Anwendung des Gesetzes entbrannt. Die Militärrichter selbst interpretieren und wenden es unterschiedlich an.

Im Fall Tulle sprach das Militärgericht von Bordeaux neun der Angeklagten frei, da ihnen eine individuelle Beteiligung an dem Kriegsverbrechen nicht nachgewiesen werden konnte.

Im Fall Ascq hingegen wurden in Metz sieben Angehörige der SS-Divfision „Hitler-Jugend" verurteilt, obwohl die Anklagevertretung nicht nachweisen konnte (der Staatsanwalt Geouffre de la Pradelle gab dies während des Prozesses offen zu), daß die Angeklagten an den ihnen kollektiv vorgeworfenen Taten beteiligt gewesen waren.

Einer der bedeutendsten französischen Spezialisten für Strafrecht, Donnedieu de Vabres, Professor an der Sorbonne und Mitglied des Tribunals beim ersten Nürnberger Prozeß, kommentierte den Ascq-Prozeß und stellte kategorisch fest, daß das Gesetz, nach dem die Angeklagten verurteilt wurden, in völligem Widerspruch zu allen französischen Rechtstraditionen stehe.

„Wir müssen", so Donnedieu de Vabres, *„Schlußfolgerungen ziehen, die der französischen Ehre nichts hinzufügen, daß nämlich das Gesetz vom 15. September 1948 kein Gesetz ist, das guten Willens ist. Dieses Gesetzt stellt die Legalisierung einer Art von Völkermord dar."* Die protestantische Zeitung LA REFORME vom 13.8.49 bezeichnete dieses Gesetz als *„abnormal und skandalös",* es stehe in keiner Weise *„dem Geist und der Moral der Nazis"* nach.

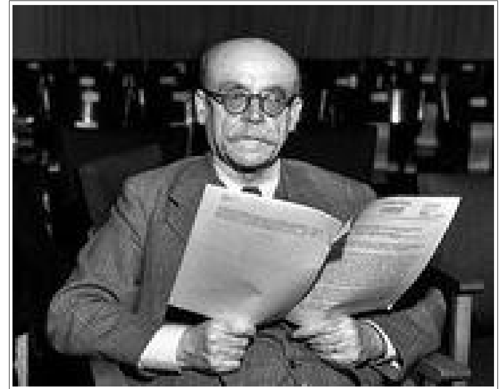
In derselben Zeitung vom 1. Oktober 1949 finden wir einen Artikel des französischen Juristen Jacques Ellui von der Universität Bordeaux, der bezüglich des Prozesses gegen die Mitglieder der Division „Das Reich" folgendes sagt: *„Besonders schmerzlich ist im vorliegenden Fall, zu sehen, wie Militärrichter als Sklaven ihrer Leidenschaften und ihrer Ängste handeln."*

Doch welchen Nutzen kann Frankreich aus einer solchen Verfälschung der Gerechtigkeit ziehen? Was glaubt es, für die Politik oder die öffentliche Meinung zu gewinnen? Glaubt es, es nütze seiner Stärke, wenn es die Gräber der Opfer eines eher harmlosen Partisanenkriegs unter der Flagge des Hasses mit Füßen tritt? Europa kann nicht auf der Grundlage eines Kults der „Rache um jeden Preis" wieder aufgebaut werden. Europa kann nur überleben, wenn die Menschen einander vergangenes Unrecht vergeben, ihren Haß begraben und endlich aufeinander zugehen, um konstruktive Arbeit zu leisten.

Anmerkung:

Der Autor des einleitenden Textes wies darauf hin, daß der deutsche Artikel aus *Christ und Welt* bereits 1949 erschienen sei. Diese Angabe läßt den Schluß zu, daß die Grundlage der Schilderung der Ereignis in Oradour im sogenannten „Stückler-Bericht" zu suchen ist, den der ehemalige Ia der Division, *Albert Stückler*, in jenem Jahr angefertigt und vorgelegt hatte. Der Bericht sollte vor allem dazu dienen, die damaligen Vorgänge aus deutscher Sicht darzustellen und damit eine Grundlage zur Verteidigung bei anstehenden Prozessen in Frankreich gegen Mitglieder der Division abzugeben. Auch als eine Art Ersatz des verlorengegangenen Kriegstagebuchs der Division war Stücklers Bericht gedacht. Im Teil IIIa (Ordnungsbuchstabe C) dieser Textsammlung ist der Bericht im Faksimile abgelegt.

* * *



Rechts: Der im Text genannte französische Rechtsgelehrte **Henri Donnedieu de Vabres** (1880-1952). (Foto: Internet)



Links: Drei deutsche Kriegsgefangene, ehemalige Mitglieder der Division „Das Reich”, treffen 1949 in Bordeaux ein.
(Foto: Internet)

Anmerkung:
Die in dieser Textsammlung ebenfalls vorliegenden deutschen Übersetzungen einer Reihe von Protokollen des Prozesses in Bordeaux 1953 (Ordnungsbuchstabe M) zeigen das Ergebnis der weiter oben geschilderten französischen Suche nach Mitgliedern der Division, die in Oradour gewesen sein könnten. Eine detailliertere Anmerkung dazu findet sich am Ende des Protokolls vom 13. Februar 1953, an welchem Tag die Urteile verkündet wurden. An dieser Stelle sei nur gesagt, daß aus verschiedensten Gründen Offiziere und Mannschaftsdienstgrade, die im Prinzip greifbar gewesen wären, weil sie den Krieg überlebt hatten, nicht in die Fänge der französischen Justiz gerieten. Jene beidne allereding, die in Frnakruiech seit Jahren einsaßen, Otto Weidinger und Heinz Werner, die beide bei der Befehlsgebung Stadlers in Limoges anwesend waren und hätten ausssagen können, wurden 1951 als „non lieur” (nicht betroffen) nach Deutschland abgeschoben und auch beim Prozeß von der Verteidigung der deutschen Angeklagten nicht als Zeugen benannt. **Otto Weidinger** berichtet dann interessanterweise, daß, bevor der Prozeß dann endlich begann, er Besuch zweier französischer Vernehmungsoffiziere in Aaalen/Württemberg erhielt, deren Auftrag ihm nicht ganz transparent wurde. Da er bereit sJahr in französischer Internierung verbracht hatte, sollte man meinen, daß während dieser Zeit doch hinreichend Gelegenheit für die Franzosen gewesen wäre, ihn über allerlei zu befragen . . .

* * * * * * *